

ACTION & DÉMOCRATIE/CFE-CGC, UN SYNDICAT NEUF POUR PORTER LA VOIX DE LA MAJORITÉ SILENCIEUSE



Le 18 septembre, un mouvement de grève traverse le monde de l'éducation. Depuis plusieurs jours, les médias relaient avec intensité les déclarations syndicales qui appellent à cesser le travail. L'opinion publique retient avant tout des formules-chocs prononcées par les représentantes et représentants des grandes fédérations, invoquant la colère sociale, les inégalités croissantes ou encore – comme on l'a entendu sur les antennes nationales – « l'épargne des ultra-riches ».

Ces propos séduisent par leur simplicité apparente : d'un côté, des enseignants et des personnels « qui manquent de tout » ; de l'autre, une société qui favoriserait les puissants et refuserait de redistribuer. **Pourtant, cette lecture du monde réel repose sur une confusion dangereuse : celle qui consiste à faire du syndicalisme éducatif le relais d'un projet politique ou idéologique.**

Le cœur du syndicalisme : la défense professionnelle

Un syndicat ne naît pas pour devenir la voix d'un parti politique. Sa mission première est claire : défendre la condition morale et matérielle des adhérents. C'est un rôle essentiel dans la République : **ceux qui s'engagent dans l'enseignement ont droit au respect, à des conditions de travail décentes, à une reconnaissance professionnelle qui échappe trop souvent aux discours convenus.** Les syndicats existent pour porter ces revendications, les négocier, les rendre audibles auprès des décideurs publics.

Lorsque ce rôle se dissout dans un discours généraliste contre « les ultra-riches » ou pour des causes extérieures au champ éducatif (alignement systématique avec une idéologie anticapitaliste, ou prise de positions internationales sans lien avec l'école), on détourne le syndicalisme de sa fonction. Le résultat est clair : les personnels se sentent dépossédés, les adhérents se détournent, et l'action syndicale se fragilise.

Laïcité syndicale : un principe à rappeler

La laïcité ne s'applique pas seulement aux salles de classe ou aux cours de récréation. Elle doit inspirer toute forme de représentation collective. Introduire dans le syndicalisme des mots d'ordre politiques – qu'ils soient « anti-capitalistes », « anti-israéliens » ou d'autre nature – revient à exclure une partie des personnels en leur imposant des références étrangères à leur engagement professionnel. Cela fracture l'unité au lieu de la renforcer.

Or, pour se faire entendre, les personnels de l'éducation ont besoin de syndicats forts et unis, concentrés sur leur mandat : de meilleurs salaires, des postes stables, des carrières attractives, un soutien renforcé face aux violences scolaires, une médecine de prévention digne de ce nom, des outils pédagogiques adaptés. Voilà ce qui fonde la crédibilité syndicale.

Recentrer le débat sur le concret

Nous avons en Pays de la Loire des enseignants contractuels inquiets de leur avenir, des AESH au statut précaire, des titulaires surchargés de missions périphériques, des directeurs et chefs d'établissement laissés seuls face à des injonctions contradictoires, des enseignants confrontés au harcèlement par l'isolement, ou encore à des classes surchargées

À eux, nous devons des réponses précises. Ce sont leurs revendications qui devraient être au cœur du mouvement.

Poser la question salariale, chiffrer les besoins en recrutement, exiger un plan pluriannuel pour stabiliser les moyens : voilà des axes d'action crédibles et audibles.

Le reste relève d'un combat politique qui s'exerce ailleurs, sur d'autres terrains, avec d'autres mandataires.

L'appel d'Action et Démocratie CFE-CGC Nantes pays de Loire

Notre syndicat ne sera jamais le relais d'un parti politique.

Nous affirmons qu'il est urgent de redonner au syndicalisme éducatif son rôle premier : défendre les intérêts moraux et matériels des personnels. Pas plus, pas moins.

C'est pourquoi nous appelons celles et ceux qui se reconnaissent dans ce message à réfléchir à la portée de leur geste de grève le 18 septembre.

Oui, il est légitime de revendiquer pour ses droits, mais il est vital que le contenu de cette revendication ne soit pas dévoyé.

Grève ou non, engagement ou non, chacun doit garder à l'esprit qu'une voix syndicale crédible ne se mesure pas à ses slogans politiques, mais à sa capacité concrète à obtenir des avancées professionnelles.

Nous ne nous battons pas contre une idéologie économique, ni contre un Etat !

Nous nous battons pour l'École, pour les enseignants et pour tous les personnels qui construisent le service public au quotidien.

C'est un combat suffisamment noble pour ne pas être parasité par des discours politiques d'un autre temps !

Rejoignez-nous !

Il est temps d'oser une nouvelle façon de vivre le syndicalisme. Action & Démocratie CFE-CGC – Pays de la Loire est un syndicat différent, parce qu'il place l'écoute, l'action de terrain, la transparence et la solidarité réelle au cœur de toutes ses démarches.

Pourquoi adhérer ?

- Un accompagnement personnalisé en cas de difficulté.
- Des conseils, une défense efficace.
- Un réseau d'entraide et d'informations sur vos droits.
- Un syndicat qui ose prendre la parole publiquement et dialoguer avec chacun, sans chasse aux sorcières ni dogmes.
- 10 % de remise sur l'adhésion jusqu'à fin septembre 2025 !
- Possibilité d'aide en cas de difficultés financières : contactez-nous, toute demande sera examinée avec bienveillance.

Pour adhérer, rien de plus simple :

- Remplissez votre bulletin d'adhésion (selon votre corps)
<https://actionetdemocratie.com/se-syndiquer-bulletin-dadhesion/formulaire-de-pre-adhesion/>

- Pour toute question sur les modalités, contactez Anne du Secrétariat national (adnational@actionetdemocratie.net) ou l'équipe régionale (Nantes@actionetdemocratie.com / william.thibault5@icloud.com).

Découvrez une voix syndicale différente, exigeante, libre et ouverte.

Lancez-vous — Dialoguez — Adhérez dès aujourd'hui !

Contacts locaux & ressources • Une visite de notre site régional :

<https://actionetdemocratie-nantes.fr/>

- Un mail à : nantes@actionetdeocratie.com ou william.thibault5@icloud.com
- Téléphone : 06 61.15.80.97

Contact nationaux : Siège national : 9 rue de la Charente, 68270 WITTENHEIM – 09 50 88 61 54 / 07 71 78 84 52

Réseaux sociaux :

- **Twitter, X : Action et Démocratie CFE-CGC Nantes**
- **Facebook : Action et Démocratie Nantes /**
- **LinkedIn : Action et Démocratie CFE-CGC Nantes le pari de l'intelligence.**

ENSEMBLE, préparons l'avenir. Adhérez, partagez, témoignez : les personnels de l'académie de Nantes – Pays de la Loire font, ensemble, la force de l'école publique. Nous sommes là pour défendre vos droits, promouvoir vos talents et œuvrer, sans compromission, à une École humaine, juste et digne

Le Président Académique William THIBAUT

